

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/GEN/4
TN/RL/W/148/Rev.1
14 juillet 2004
(04-3022)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

IMPUTATION DES AVANTAGES D'UNE SUBVENTION DANS LE TEMPS

Communication des États-Unis

La communication ci-après, datée du 8 avril 2004, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.¹

Dans notre document général sur les subventions, nous avons soulevé la question de savoir quand et comment il faut imputer les avantages d'une subvention dans le temps.² Le présent document ne traite pas la question de savoir *quand* les avantages d'une subvention devraient être imputés dans le temps mais donne un aperçu général des questions qui se posent pour ce qui est de déterminer *comment* il faut imputer les avantages d'une subvention dans le temps.

Il est généralement admis par les Membres qui ont effectué des enquêtes en matière de droits compensateurs que les avantages découlant de certains types de subventions devraient être imputés dans le temps et non entièrement attribués à l'année d'obtention ou "comptabilisés au titre des charges" pour cette année.³ Le principe selon lequel certaines subventions devraient être imputées dans le temps a aussi été reconnu, implicitement, par l'Organe d'appel⁴ et, explicitement, par le Groupe d'experts informel.⁵ Bien que le principe soit largement reconnu et admis, l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ne prévoit pas de méthode spécifique pour l'imputation des avantages d'une subvention dans le temps. Du fait que des méthodes différentes peuvent aboutir à des

¹ La délégation des États-Unis a demandé que le présent document, qui a été présenté au Groupe de négociation sur les règles en tant que document informel (JOB(04)/45), soit aussi distribué en tant que document formel.

² TN/RL/W/78, *Disciplines en matière de subventions nécessitant d'être clarifiées et améliorées*, 19 mars 2003, page 7.

³ Par exemple, un don de 20 millions de dollars profitera à une société pendant de nombreuses années. Il est donc raisonnable d'imputer l'avantage de la subvention sur une période analogue.

⁴ Voir, par exemple, WT/DS212/AB/R, *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, 9 décembre 2002; WT/DS138/AB/R, *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud*, 10 mai 2000.

⁵ Le Groupe d'experts informel a été créé par le Comité des subventions de l'OMC, conformément à la note de bas de page 62 de l'Accord sur les subventions. La référence au rapport du Groupe d'experts informel renvoie au document G/SCM/W/415/Rev.2, 15 mai 1998, page 3.

différences notables dans l'avantage d'une subvention imputable à une année donnée, il importe que le Groupe de négociation sur les règles clarifie et améliore les règles dans ce domaine.

Le présent document se compose de trois parties. La première partie traite de quelques questions fondamentales relatives à l'imputation d'avantages dans le temps. La deuxième partie décrit la formule d'imputation particulière utilisée par les États-Unis. La dernière section porte sur le rapport du groupe spécial du GATT chargé de l'affaire "Acier au carbone, plomb et bismuth", qui a examiné la question de l'imputation, d'une manière générale, et la formule des États-Unis, en particulier.

Principes fondamentaux

Tout d'abord, il est utile de visualiser les différentes questions relatives à l'imputation en envisageant le flux des avantages imputés comme une courbe dans un graphique. L'axe des x du graphique représente les différentes années d'imputation et l'axe des y représente les avantages correspondants imputés par année. Toute méthode d'imputation d'avantages dans le temps doit traiter trois questions: la forme du flux d'avantages, la longueur de ce flux, et le taux d'actualisation.

La forme du flux d'avantages, c'est-à-dire la pente de la courbe du graphique mentionné ci-dessus, peut être constante, croissante ou décroissante. Si la courbe est constante, il est supposé que le bénéficiaire de la subvention obtient les avantages au cours du temps en quantités égales. Si elle est croissante, il est supposé que les avantages obtenus par le bénéficiaire sont plus grands pendant les dernières années de la période d'imputation. Si la courbe est décroissante, il est supposé que le niveau des avantages diminue avec le temps. Des arguments différents peuvent être avancés quant à la pente que la courbe devrait avoir. Dans le modèle des États-Unis, il est supposé que les avantages obtenus par le bénéficiaire de la subvention sont plus élevés au cours des premières années et que la courbe a donc une pente décroissante.

La longueur du flux d'avantages dépend de la période sur laquelle les avantages doivent être imputés. La période d'imputation utilisée par les États-Unis est la durée utile moyenne des actifs. Cette question a déjà été soulevée au Groupe.⁶ Cependant, il s'agit d'une question distincte, qui ne sera pas examinée plus avant dans le présent document.

La dernière question à régler pour imputer les avantages dans le temps est le choix du taux d'actualisation. Le choix d'un taux d'actualisation a pour effet de fixer la hauteur de la courbe constante du flux d'avantages ou la pente de la courbe inclinée du flux d'avantages. Une fois qu'il est admis que l'avantage découlant d'une subvention devrait être imputé dans le temps, il est nécessaire d'appliquer un taux d'actualisation pour prendre en compte la valeur temporelle de l'argent.

Comme cela est généralement admis, la valeur réelle d'un montant de 1 000 dollars reçu aujourd'hui est plus élevée que celle d'un montant de 1 000 dollars reçu il y a un an ou cinq ans, même si le montant nominal (ou la valeur nominale) est le même. Une fois qu'un élément temps est introduit dans toute mesure de la valeur, les valeurs nominales doivent être converties en valeurs réelles (c'est-à-dire actuelles) pour que cette mesure soit significative.

L'application du taux d'actualisation permet de faire en sorte que la valeur actuelle nette des avantages échelonnés dans le temps soit égale à la subvention accordée pendant la première année. Il s'ensuit que l'avantage réel conféré par le don initial est déterminé, en dollars constants de l'année d'octroi, indépendamment de la période sur laquelle l'avantage est imputé.

⁶ TN/RL/W/19, *Mesures compensatoires: exemples de points importants*, 7 octobre 2002.

Formule d'imputation des dons appliquée par les États-Unis

La formule utilisée par les États-Unis pour imputer l'avantage découlant d'un don est indiquée ci-après. Elle est appelée formule de l'amortissement dégressif car les avantages imputés culminent pendant la première année et diminuent sur la période d'imputation. Le taux d'actualisation utilisé par les États-Unis est le taux des emprunts à long terme du bénéficiaire de la subvention.

$$A_k = \frac{y/n + [y - (y/n)(k-1)]d}{1+d}$$

où:

A_k	=	le montant faisant l'objet d'une mesure compensatoire pendant l'année k
y	=	la valeur nominale du don
n	=	la durée utile moyenne des actifs dans la branche de production visée par l'enquête
d	=	le taux d'actualisation, et
k	=	l'année d'imputation, où l'année d'obtention = 1 (Si le don a été accordé en 1990 et n = 5, nous imputerions un avantage de 1990 à 1994.)

Bien qu'elle semble complexe, la formule est relativement facile à comprendre si on la décompose en trois parties, où:

y/n	=	l'avantage nominal annuel
$[y - (y/n)(k-1)]d$	=	l'intérêt sur le solde dégressif de la valeur nominale du don (à mesure que k s'accroît, y diminue d'un montant égal au montant nominal annuel imputé (y/n))
$1 + d$	=	le facteur qui permet d'actualiser les flux de trésorerie en les ramenant au jour 1 de l'année d'imputation

Un exemple serait utile ici. Supposons que l'avantage sera imputé sur cinq ans (n = 5). Pendant l'année 1, (k - 1) est égal à zéro. En conséquence, (y/n) multiplié par (k - 1) est égal à zéro. L'équation devient alors:

$$\text{Année 1} \quad \frac{y/n + (y)(d)}{1 + d}$$

Numérateur: Le numérateur peut être considéré comme se composant d'un principal et d'un élément intérêt, où y/n est le "principal" imputé sur l'année 1, ajouté à (y) (d), qui est l'"intérêt" sur le principal au cours de ladite année. Pour qu'un intérêt soit produit, il doit y avoir un élément temps. Au jour 1, l'avantage est y/n et au jour 364 de l'année 1, il est y/n + (y) (d).

Dénominateur: La fonction du dénominateur est de ramener l'avantage au montant en dollars du jour 1. En d'autres termes, il s'agit d'actualiser l'avantage du 364^{ème} jour en le ramenant au jour 1 de l'année sur laquelle se fait l'imputation.

Pendant la deuxième année, k est égal à 2 et $(k - 1)$ est égal à 1. L'équation devient alors:

$$\text{Année 2} \quad \frac{y/n + [y - (y/n)]d}{1 + d}$$

Numérateur: Le numérateur se compose toujours d'un principal et d'un élément intérêt, où y/n est le montant nominal de l'avantage imputé sur l'année 2, ajouté à l'intérêt obtenu sur l'encours du principal pendant ladite année. Puisque nous avons déjà imputé une portion du principal sur l'année 1, il n'y a pas d'élément intérêt sur cette portion pendant l'année 2. Nous déduisons donc d'abord y/n de la valeur nominale du don y avant de calculer l'intérêt. Là encore, pour qu'un intérêt soit produit, il doit y avoir un élément temps. En conséquence, au jour 1 de l'année 2, l'avantage est toujours y/n et au jour 364 de l'année 2, l'avantage est $y/n + [y - (y/n)]d$.

Dénominateur: Comme pour l'année 1, la fonction du dénominateur est de ramener l'avantage au montant en dollars du jour 1 de l'année 2. En d'autres termes, il s'agit d'actualiser l'avantage du 364^{ème} jour de l'année 2 en le ramenant au jour 1 de l'année 2.

Pendant les années 3, 4 et 5, le montant de l'avantage imputé annuel, y/n , reste le même. L'élément intérêt, $[y - (y/n)(k - 1)]d$, diminue à mesure que des portions de l'avantage imputées sur les années précédentes sont déduites. Le facteur d'actualisation, $(1 + d)$, permet d'actualiser l'avantage correspondant au 364^{ème} jour des années 3, 4 et 5 en le ramenant au jour 1 de chaque année respective.

Si les avantages obtenus par une société tels qu'ils sont calculés ci-dessus étaient mis en graphique, la courbe serait décroissante. La raison en est le fait que l'élément intérêt diminue chaque année à mesure que l'avantage imputé annuel est déduit du montant nominal du don.

Le rapport du Groupe spécial du GATT

La formule d'imputation des États-Unis a été examinée dans le rapport du Groupe spécial du GATT Acier, plomb et bismuth.⁷ Bien que le rapport du Groupe spécial porte sur l'ancien Code des subventions, la décision est instructive car elle montre que la valeur temporelle de l'argent n'est pas un principe abscons d'analyse financière mais aussi une notion à laquelle on peut intuitivement adhérer.

Le Groupe spécial Acier, plomb et bismuth a d'abord signalé que le point de droit essentiel qui lui était soumis n'était pas la formule de l'amortissement dégressif en soi, mais la question de savoir s'il était inapproprié d'appliquer, pour l'imputation des subventions dans le temps, un taux d'actualisation qui prenne en compte la valeur de l'argent dans le temps, quelle que soit la méthode d'amortissement suivie (page 191, paragraphe 655).

Le Groupe spécial a ensuite déclaré:

Du point de vue du Groupe spécial, la valeur étant susceptible d'être affectée par le facteur temps, on ne pouvait pas affirmer que, si un signataire imputait une subvention dans le temps en utilisant le concept de la valeur actuelle nette pour garantir que la valeur actuelle des montants de la subvention imputée dans le temps soit égale à la subvention dont l'existence avait été constatée, le droit compensateur

⁷ SCM/185, *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires de France, d'Allemagne et du Royaume-Uni*, 15 novembre 1994.

imposé à la suite de cette imputation dépassait forcément la valeur, l'importance ou la quantité de la subvention dont l'existence avait été constatée. ...

(page 192, paragraphe 661). Pour dire les choses simplement, le Groupe spécial a reconnu le principe de la valeur temporelle de l'argent pour l'imputation des avantages d'une subvention dans le temps.

Après avoir reconnu le principe de la valeur temporelle de l'argent, le Groupe spécial a ensuite traité la question de savoir si le "facteur temps" intervenant dans l'imputation d'une subvention constituait une base rationnelle pour l'application du principe afin d'établir l'égalité entre les montants imputés dans le temps et le montant nominal de la subvention accordée (page 192, paragraphe 661). À cet égard, le Groupe spécial a noté qu'il avait été fait valoir que le concept de la valeur temporelle de l'argent n'était pas applicable à l'imputation des subventions dans le temps car une subvention sous la forme d'un don ne supposait pas que le bénéficiaire reçoive effectivement de l'argent dans le temps (page 193, paragraphe 662).

Faisant fond sur les Directives concernant l'amortissement et la dépréciation⁸, dans lesquelles l'avantage conféré par un don était comparé à l'absence de toute obligation financière que la société bénéficiaire devrait assumer autrement, le Groupe spécial a déclaré que "ledit avantage pourrait être conçu, par exemple, comme un prêt pour lequel le remboursement du principal et des intérêts ne serait pas exigé" (page 193, paragraphe 663). Ainsi conçue, "la valeur de l'argent dans le temps était un argument rationnel à l'appui de l'opinion selon laquelle la somme des montants nominaux répartis sur les différentes années n'était pas, en valeur, en quantité ou en importance, l'équivalent du montant de la subvention dont l'existence avait été constatée" (page 194, paragraphe 666).

Conclusion

Même si les États-Unis reconnaissent que leur méthode n'est peut-être pas la seule approche raisonnable, du fait que la méthode d'imputation des subventions employée par les Membres peut aboutir à des résultats notablement différents, il s'agit d'une question importante à examiner au Groupe de négociation. L'idéal serait que le Groupe arrive à un consensus sur une seule méthode que tous les Membres devraient employer. À tout le moins, les Membres devraient être tenus de notifier la méthode qu'ils utiliseront dans une enquête en matière de droits compensateurs, et si la méthode notifiée n'est pas utilisée dans un cas particulier, le Membre concerné devrait être obligé d'expliquer les faits et le raisonnement qui l'ont amené à conclure que la méthode normale n'était pas appropriée.

⁸ Ces directives ont été adoptées par le Comité des subventions et des mesures compensatoires en avril 1985; IBDD, S32/165.